



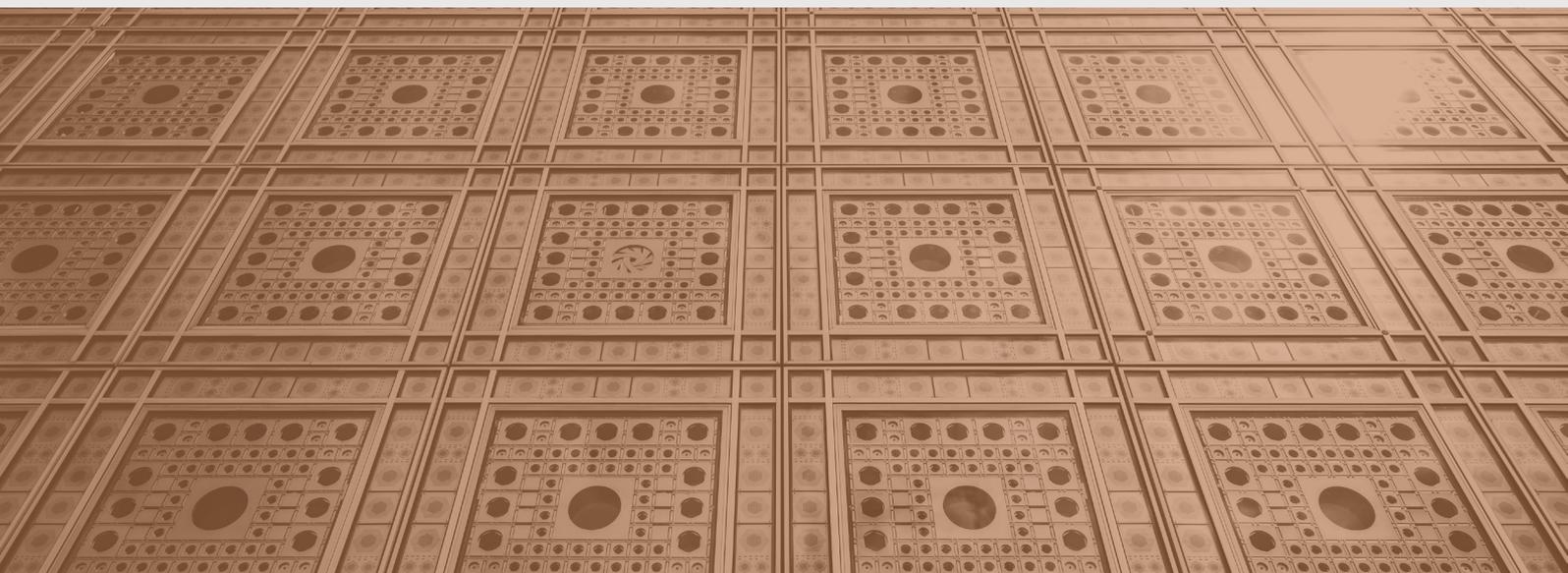
## OBSERVATOIRE du Maghreb

# COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AU MAGHREB : QUELLES DYNAMIQUES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES ?

*Entretien réalisé par Brahim Oumansour,  
directeur de l'Observatoire du Maghreb de l'IRIS, avec*

**Francis Perrin** / Directeur de recherche à l'IRIS,  
chercheur associé au Policy Center for the New South (Maroc)

Septembre 2023



## ENTRETIEN AVEC



**Francis Perrin** / Directeur de recherche à l'IRIS,  
chercheur associé au Policy Center for the New South (Maroc)

Francis Perrin est spécialiste des problématiques énergétiques. Enseignant (IRIS Sup', École de Management de la Sorbonne, Institut national des Sciences et techniques nucléaires, etc.), il collabore à l'hebdomadaire spécialisé *Petrostratégies*, et intervient régulièrement dans de nombreuses conférences et séminaires professionnels sur les questions énergétiques, ainsi que dans divers médias français et internationaux.

---

## PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospecter des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.

---



PROGRAMME  
**MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

**BRAHIM OUMANSOUR :** Le Nigeria a récemment signé deux accords avec l'Algérie et le Maroc pour la réalisation de deux gazoducs destinés à irriguer les marchés européens. Qu'est-ce qui explique le regain d'intérêt de ces anciens projets ? Quels en sont les potentiels et les limites ?

**FRANCIS PERRIN :** Le projet de gazoduc Nigeria/Niger/Algérie/Europe (souvent appelé Nigal – Nigeria Algérie – ou Trans-Saharan Gas Pipeline – TSGP) est un ancien projet puisqu'il en est question au moins depuis le début de ce siècle. Le projet de gazoduc Nigeria/Maroc est plus récent en termes de conception puisque celui-ci remonte à 2016. Le premier vise à approvisionner le marché européen en gaz nigérian alors que le second aurait, pour partie, des débouchés en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest ainsi qu'en Europe. La guerre en Ukraine, les sanctions économiques occidentales contre la Russie et la volonté de l'Union européenne (UE) de chercher de nouvelles sources d'approvisionnement pour remplacer le gaz russe peuvent théoriquement favoriser ces projets, mais il y a pas mal d'incertitudes : elles sont de nature géopolitique (le coup d'État récent au Niger en est un bon exemple), financière (qui financera des projets dont le coût pourrait être de l'ordre de \$20-30 milliards pour chacun d'entre eux ?), commerciale et temporelle. Sur ces deux derniers adjectifs, les questions clés sont notamment les suivantes : l'UE voudra-t-elle s'engager sur le long terme pour acheter du gaz africain, alors qu'elle entend dire progressivement adieu aux énergies fossiles dans une logique de décarbonation ? Ne préférera-t-elle pas continuer à importer plus de gaz naturel liquéfié (GNL), y compris en provenance du continent africain, plutôt que du gaz acheminé par gazoduc, une filière qui n'offre pas la même flexibilité que le GNL ? Est-elle prête à attendre la finalisation de l'un de ces deux projets, ce qui prendra plusieurs années dans le meilleur des cas, alors que ses besoins sont urgents du fait de la guerre en Ukraine ? Sans oublier l'attitude ambiguë du Nigeria, qui dit oui à l'Algérie et oui au Maroc et qui développe son projet de GNL qui est, lui, en fonctionnement depuis 1999 et pour lequel un septième train de liquéfaction est en cours de construction.

Compte tenu de ces incertitudes, il serait très étonnant que le succès soit au rendez-vous pour ces deux projets. Ce sera plutôt un... ou zéro.

**Des gisements de gaz et de pétrole ont récemment été découverts en Mauritanie. Que représentent-ils pour le pays et pour le marché énergétique de manière plus globale ? Quelles sont les perspectives de développement quant aux infrastructures nécessaires ?**

BP est effectivement l'opérateur d'un gros projet gazier, appelé Greater Tortue Ahmeyim (GTA), qui prévoit l'exportation de GNL à partir du gaz produit en offshore au large du Sénégal et de la Mauritanie. C'est un projet intégré qui couvre des ressources de gaz découvertes de part et d'autre de la frontière maritime entre les deux États, suite à un accord bilatéral sur le partage des réserves et des revenus. Les exportations devraient commencer au début 2024. Nous sommes ici face à un projet qui est en voie de finalisation, ce qui n'est bien sûr pas passé inaperçu en Europe et ailleurs. Du fait de son avancement et aussi parce que c'est un projet GNL, il ne se heurte pas aux mêmes problèmes que ceux que je viens d'évoquer. Pour ce projet, le calendrier est excellent.

Ce projet de grande taille sera probablement développé en trois phases par un consortium composé de BP, de la firme américaine Kosmos Energy et de deux compagnies nationales, Petrosen pour le Sénégal et la Société mauritanienne des hydrocarbures (SMH). Le gaz sera principalement vendu sur les marchés européen, asiatique et latino-américain, ce qui générera des recettes d'exportation et des recettes budgétaires significatives pour les deux pays concernés. Une petite partie du gaz qui sera produit alimentera les économies sénégalaise et mauritanienne. Et l'exploration se poursuit avec l'espoir de découvrir davantage de gaz naturel.

Le Sénégal deviendra également un producteur et un exportateur de pétrole vers la fin 2023 ou le début 2024, à la suite de découvertes *offshore*. Dans ce cas, le pétrole est bien au large du Sénégal seulement et ces ressources ne seront pas partagées avec le voisin mauritanien, comme c'est le cas pour le gaz.

BP et certaines autres entreprises, dont TotalEnergies, sont par ailleurs intéressées par le potentiel de la Mauritanie dans le domaine de l'hydrogène décarboné.

**Dans une optique de promotion et de diversification des sources d'énergie, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie se lancent dans une transition énergétique. Dès lors, que pouvez-vous nous dire sur la notion de transition énergétique appliquée au Maghreb ? Quels en sont les leviers essentiels ?**

Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont engagés depuis plusieurs années dans des efforts de transition énergétique, le premier ayant commencé avant les autres à concevoir et à appliquer des stratégies dans ce domaine. Du fait de ses graves problèmes politiques internes, la Tunisie n'est pas en avance sur cette voie. Pour le Maroc et pour l'Algérie, la transition énergétique signifie essentiellement la montée en puissance progressive des énergies renouvelables dans leurs bilans énergétiques, en particulier le recours aux énergies solaire et éolienne pour produire de l'électricité. À plus long terme, cette vision de la transition inclut aussi le développement de projets de production d'hydrogène décarboné (en utilisant des énergies renouvelables) ou peu carboné (en utilisant du gaz naturel, mais avec captage et stockage du carbone).

**Plus de treize années après les soulèvements, quelle est l'incidence de la situation politique et sécuritaire en Libye sur les projets gaziers et la coopération énergétique transfrontalière qui opère dans la région ?**

La situation politique et sécuritaire en Libye a pesé lourdement sur les projets énergétiques dans ce pays, notamment parce qu'elle a entraîné le retrait des compagnies pétrolières étrangères qui sont associées à la National Oil Corporation (NOC), la société pétrolière nationale du pays, dans des travaux d'exploration, de développement et d'exploitation de pétrole et de gaz naturel. Ces firmes ont fait jouer la clause de force majeure que l'on trouve dans les contrats pétroliers pour cesser de travailler sur le terrain en Libye sans pour autant renoncer à leurs droits contractuels. Dans la période récente, plusieurs compagnies étrangères ont recommencé à travailler en Libye, car elles estiment que les risques politiques et sécuritaires sont à présent nettement moins importants.

Dans le domaine du gaz naturel, l'une des manifestations les plus spectaculaires de cette évolution a été la signature, à la fin janvier 2023, d'un accord entre la NOC et le groupe italien Eni, la société étrangère la plus fortement implantée en Libye. Cet accord porte sur un grand projet gazier en vue de satisfaire les besoins du marché national et d'accroître les exportations vers l'Italie. Les investissements requis sont estimés à environ \$8 milliards et la mise en exploitation est prévue pour 2026. Le gaz proviendra de deux champs en Méditerranée et la production pourrait s'étaler sur au moins 25 ans. Si ce projet était effectivement réalisé, cela marquerait un tournant important pour le secteur des hydrocarbures en Libye.

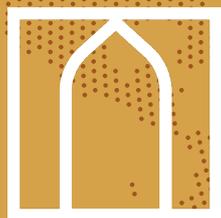
**Comment les pays du Maghreb collaborent-ils en matière d'énergie et quels sont les projets de coopération régionale en cours dans ce domaine ? Comment les principales politiques énergétiques influencent-elles les dynamiques régionales et internationales ?**

Le problème est justement que la coopération énergétique au sein du Maghreb (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) est très faible, alors que les pays de cette région sont très complémentaires. Il y a certes une certaine coopération, entre l'Algérie et la Libye et l'Algérie et la Tunisie par exemple, mais la situation politique très difficile de la Libye et, surtout, les très mauvaises relations entre l'Algérie et le Maroc sont des obstacles majeurs au développement d'une coopération qui serait pourtant très utile.

En dépit de l'hostilité fort ancienne entre Alger et Rabat, le gazoduc Maghreb-Europe (GME), qui relie l'Algérie à la péninsule ibérique en passant par le Maroc, a fonctionné sans problème pendant 25 ans entre 1996 et 2021. Mais la rupture des relations diplomatiques entre ces deux États par l'Algérie au cours de l'été 2021 a conduit à l'arrêt des exportations de gaz algérien via ce gazoduc, et cela à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021. Cela a marqué la fin de l'un des plus grands projets de coopération énergétique au Maghreb.

Parmi les exemples de coopération qui sont toujours d'actualité, le plus important est probablement le gazoduc transméditerranéen (Transmed), qui relie l'Algérie à l'Italie via la Tunisie. Le Transmed permet l'exportation de gaz algérien vers l'Europe depuis 1983 et il va fonctionner encore pendant plusieurs années.

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
MOYEN-ORIENT/  
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.